

## Les constructions agricoles : un indicateur des campagnes multifonctionnelles

**Philippe MADELINE**

*Géographe, Université de Caen Basse-Normandie,  
ESO-Caen UMR 6590 CNRS Pôle Rural MRSH*

**Résumé** Chez les géographes, les bâtiments agricoles constitutifs de l'habitat rural ont longtemps focalisé l'attention dans les rapports hommes/milieux. Les évolutions disciplinaires comme celles des campagnes ont conduit à l'abandon d'un objet d'étude qui inféodait notre discipline au concept de genre de vie et qui se focalisait sur la dimension agricole des sociétés rurales. Dans des campagnes bouleversées par la seconde révolution agricole, le sujet est tombé en désuétude. Pourtant, au regard des campagnes devenues multifonctionnelles, l'analyse des constructions agricoles – anciennes et récentes – jette un éclairage original sur les transformations socio-spatiales.

**Mots-clés** Constructions agricoles, fonction du bâti, appropriation, évolution.

### Introduction

Les constructions agricoles, anciennes et récentes, alimentent le plus souvent la littérature scientifique spécialisée dans des registres bien éloignés : celui de l'offre de logements d'une part ; celui de la modernisation des entreprises agricoles de l'autre. Envisager les constructions agricoles du passé et celles d'aujourd'hui dans une réflexion globale conduit à reconsidérer ces objets comme des éléments clés des transformations socio-spatiales des campagnes métropolitaines. La maison paysanne détestée et abandonnée pour son inconfort a trouvé une nouvelle considération auprès de résidents secondaires et permanents. Le bâti des exploitations agricoles qui répondait initialement à des fins strictement productives est aujourd'hui soumis à des nouvelles demandes sociales. Dans les

deux cas, l'examen des constructions agricoles est révélateur de la construction patrimoniale des campagnes.

### 1. La maison paysanne : un objet fétiche de la géographie humaine

Dans la production géographique française, les constructions liées à l'agriculture ont, plus que toutes autres, fait partie d'un thème fondamental : l'habitat rural. Longtemps, les « maisons rurales » qui ont intéressé A. Demangeon et ses disciples furent celles des cultivateurs. Perceptibles dès l'Entre-deux-Guerres, les effets des transformations sociales sur l'habitat rural avaient été minimisés par les géographes que fascinait toujours

l'irréductibilité des paysages dans lesquels la maison agricole occupait le devant de la scène. À partir des années 1960, l'analyse de l'habitat, sans être ignorée, est marginalisée (fig. 1). Elle souffre de l'absence de données quantitatives dont l'examen devient une obligation méthodologique et le gage d'une démarche scientifique. Dans la modernisation agricole soutenue par les pouvoirs publics, les géographes trouvent alors plus de facilités à scruter la diffusion du tracteur que l'inconfort des maisons dont les effets nourrissent la poursuite de l'exode rural. Cependant, l'émergence d'une « géographie appliquée », engagée dans l'amélioration des conditions de vie des campagnes, n'éluide pas le progrès de l'habitat rural (Pitié, 1969). Avec un paysage devenu attractif pour des populations en mal de campagne, les héritages

construits deviennent des objets convoités. La valorisation patrimoniale qui en résulte réincorpore les constructions du passé dans un rôle de refuge. Hier archaïques, la maison du paysan et même les bâtiments d'exploitation sont devenus des objets identitaires, des biens culturels à valoriser. Un renversement de valeur (Frémont, 1976) qui participe aux recompositions sociales des campagnes et au renouvellement de leurs fonctions (fig. 2).

## 2. Les constructions agricoles au regard de fonctions nouvelles

Qui envisage l'analyse des campagnes multifonctionnelles mesure d'abord la fonction résidentielle permanente ou secondaire. L'installation de citadins traduit à cet égard une forte originalité

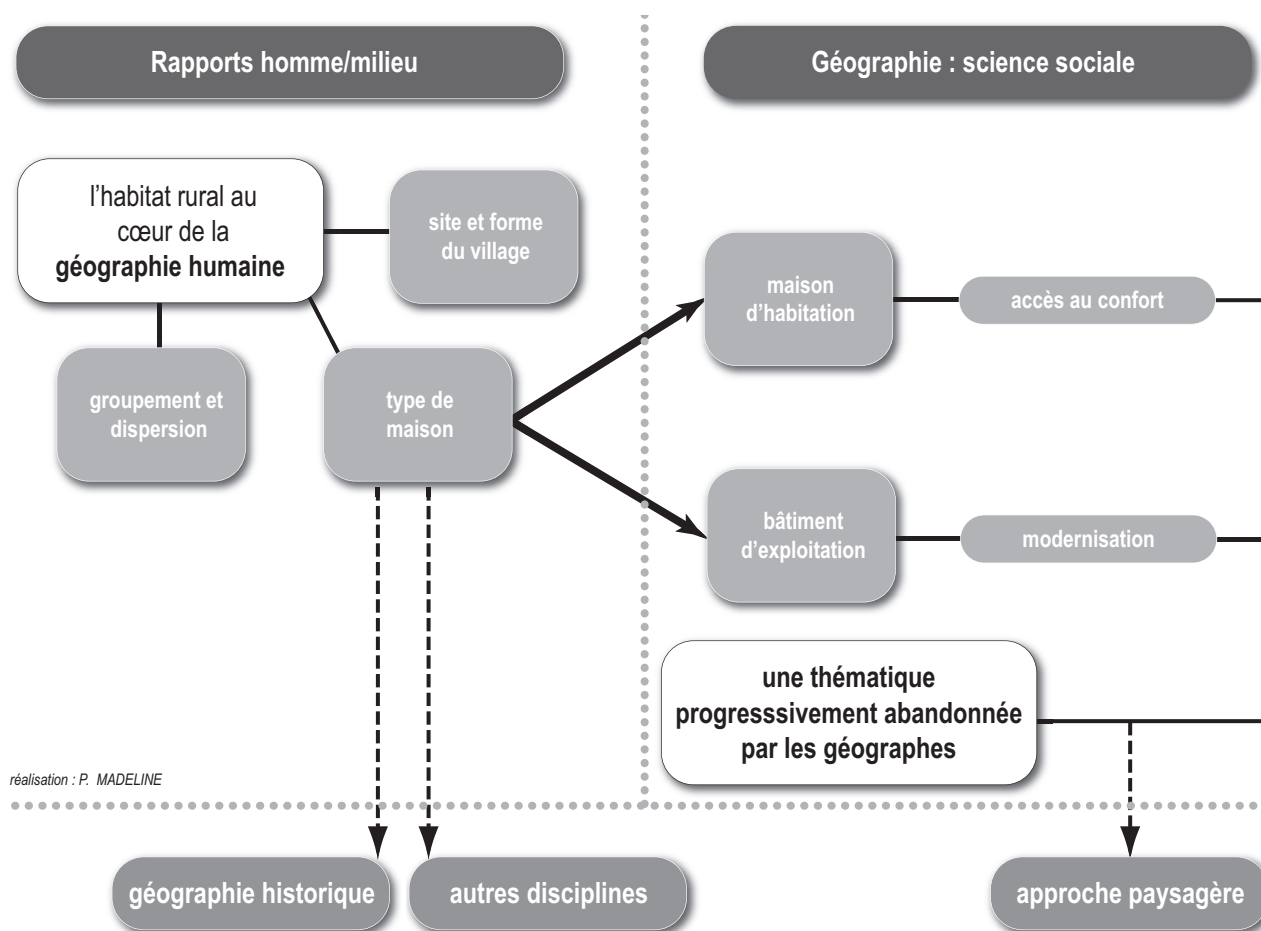


Fig. 1 - Les constructions agricoles : des objets d'analyse largement ignorés par la géographie contemporaine

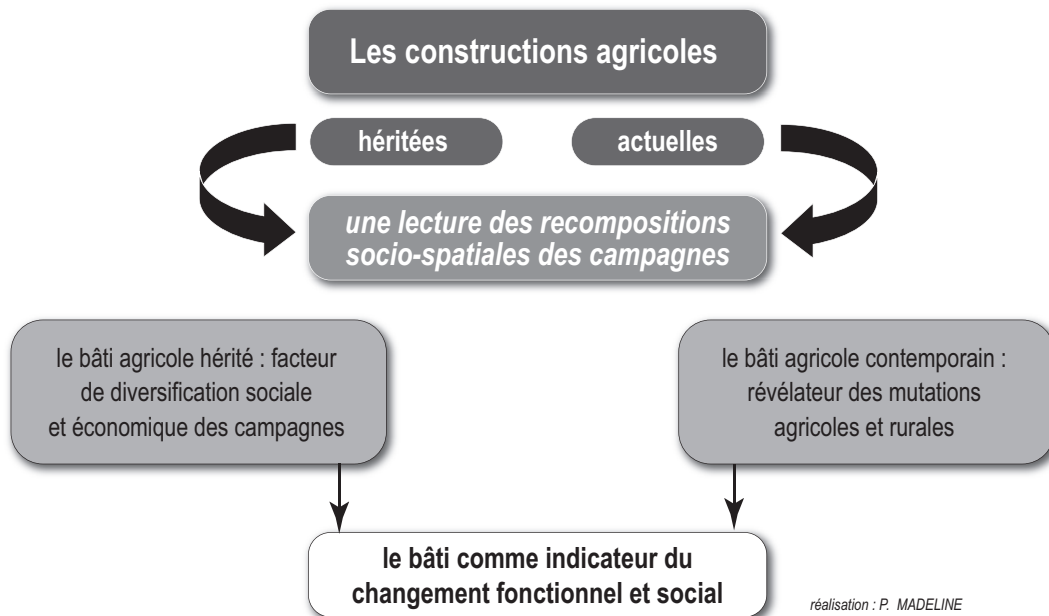


Fig. 2 - Les constructions agricoles : un indicateur des campagnes multifonctionnelles

en Europe : un paysage composite qui, selon J. Lévy, propose « *un stock imposant d'objets du monde rural* » parmi lesquels figurent en bonne place le bâti et « *la présence d'urbains de fraîche date développant des pratiques d'habitat nostalgiques de la ruralité* » (Lévy et Lussault 2003). Avec ces nouveaux venus, le recul démographique est enrayé et le bâti se renouvelle par la construction de maisons d'habitation ou le recyclage de corps de ferme laissés vacants. Dans la sphère agricole, c'est surtout la fonction de loisirs qui assure ce renouveau du bâti agricole. Et lorsqu'elle associe la commodité des axes de communication, la présence d'aménités paysagères et la mise en valeur des éléments du décor versés dans le patrimoine, elle engendre des services et des emplois qui peuvent conforter et maintenir des exploitations agricoles (Madeline, 1996 ; Marie, 2009).

Ces nouvelles fonctions du rural relèvent pour beaucoup de « campagnes-paysages » que plébiscite la demande sociale, avide de « beaux paysages ». Dans ce registre de la représentation, la mise en patrimoine des héritages paysagers du passé tend à figer des espaces dans le cadre des politiques de classement et de protection. Ce n'est pas sans incidence sur la fonction productive des

exploitations à fortiori quand celles-ci ont des besoins d'agrandissement. Ainsi, selon les types de campagnes, la nature et l'intensité des transformations des paysages agraires, les réponses des acteurs varient et donnent lieu à des réactions différenciées. Aussi, la mise aux normes des bâtiments d'élevage, qui relève de la fonction environnementale, s'accompagne ou non de soutiens financiers pour une meilleure intégration des constructions (aménagement paysagers, coloration des toitures, etc.).

Analyser les constructions agricoles pour saisir les évolutions sociales, fonctionnelles et paysagères des campagnes contemporaines a un intérêt manifeste. En tant que marqueur du changement social, le bâti agricole est un élément significatif dans le processus de construction territoriale.

### 3. L'appropriation des constructions agricoles héritées : de nouvelles ségrégations ?

Avec la « renaissance rurale », bien des « espaces agraires » sont convertis en « espaces de

retraite » et en « espaces résidentiels ». La nouvelle fonction d'accueil qui concerne l'ensemble des territoires ruraux, - y compris les « espaces ruraux fragiles » - conduit à des formes de développement économique qui favorisent l'« intégration » spatiale des zones rurales (Berger *et al.*, 1997). Elle guide la revalorisation de l'habitat ancien en participant à l'ancrage spatial des néo-ruraux (Jean, 2000). Elle donne lieu à une construction patrimoniale (paysages, architecture, produits, races, etc.) qui contribue à réinventer la campagne (Rautenberg, *et al.* 2000). Cette patrimonialisation, entendue comme « *la réappropriation d'héritages spatialisés* » (Quesne et Veschambre, 1998), induit des actions de valorisation liées à des enjeux de pouvoir qui renvoient aux problématiques du territoire.

Bien des études privilégient les stratégies résidentielles des ménages qui quittent la ville pour les espaces périurbains. On est moins sensible aux effets de ces transferts sur les populations des campagnes qui elles aussi voient leur stratégie en matière d'habitat se heurter à la rareté de l'offre, au coût du foncier bâti. Dans les aires urbaines, les constructions agricoles proposées sur le marché trouvent une plus-value fort éloignée de la « valeur agricole » des biens (Madeline, 2007). La proximité par rapport à la ville, les stratégies d'installation en dehors de l'agriculture couplées à une création d'activité et, tout simplement, la recherche d'un « art de vivre » que procurent certaines fermes à cour fermée ou isolées, contribuent au renchérissement des biens. Les effets de cette situation sont multiples. Ils créent des tensions sur le marché immobilier en excluant certaines catégories sociales déjà résidentes de l'achat de biens convoités par des catégories sociales aisées (Dodier, 2007). Plus encore en agriculture, si les terres mises à disposition par les retraités trouvent aisément preneur, la pression résidentielle exercée dans les espaces urbains et touristiques ne permet pas aux jeunes qui s'installent hors succession familiale de trouver un logement. À l'inverse, dans les fermes en activité dont on n'utilise plus les bâtiments traditionnels, ces derniers ouvrent la voie à une diversification

constitutive d'une nouvelle distinction sociale au sein de la profession.

Proposer une géographie des constructions agricoles héritées conduit à considérer la campagne comme un « réservoir » pour une demande résidentielle croissante et à compter sur l'agriculture dans l'offre de services.

#### **4. La dynamique de construction : un indicateur des évolutions agricoles**

Depuis longtemps, les bâtiments d'exploitation ont été des indices de transformation des campagnes (Calmès *et al.*, 1978). Cependant, on les a rarement envisagés comme outil du progrès agricole (Bodiguel, 1975). Qu'en est-il au regard des constructions récentes ? Avec 10 millions de m<sup>2</sup> de bâtiments construits en France au début de la décennie précédente, soit 35 % des constructions non résidentielles (Ministère de l'Agriculture, 2004), l'évolution de la construction est une réponse aux injonctions des politiques publiques agricoles. Depuis les années 1960, des incitations financières ont encouragé sans cesse les agriculteurs à se doter d'outils de travail performants. Récemment, les incitations à la mise aux normes environnementales ont indirectement permis de poursuivre la dynamique engagée.

En dehors des incidences liées à l'évolution des structures (taille liée à l'importance du cheptel vif, au volume de stockage du matériel et du fourrage), les constructions traduisent des préoccupations socio-économiques (rentabilité, conditions de travail) et des contraintes diverses (zootechnique, urbanistique, architecturale, environnementale). Dans ce contexte, bâtir est un défi. Entre l'adaptation de l'outil de travail aux normes édictées et la construction neuve, la géographie des bâtiments agricoles apparaît comme un indicateur de la bonne santé des exploitations. En ce sens, les effets de la construction neuve sur le temps de travail et sur la productivité contribuent à aiguïser la compétition économique entre les structures. Plus encore dans le secteur de l'élevage, la dynamique

engagée fragilise les exploitations. Source d'inégalités sociales, elle renforce la logique de concentration des exploitations et pèse sur leur transmission. Par ailleurs, l'importance du célibat en agriculture, la généralisation du conjoint travaillant à l'extérieur et l'essor des formes sociétales ne sont pas sans conséquences. Au-delà des obligations réglementaires, la dissociation entre la maison d'habitation et les bâtiments d'exploitation révèle de nouvelles réalités professionnelles : elles en sont même le reflet actuel.

Pour la première fois sans doute dans l'histoire de l'agriculture, les bâtiments agricoles n'obéissent donc plus aux seules considérations techniques liées à la taille des exploitations et à leurs orientations productives (fig. 3). Des préoccupations, directement imputables au développement multifonctionnel des campagnes, modifient les

rappports entre agriculture et monde rural. Les constructions agricoles s'inscrivent dans l'évolution de ces rapports. Tout en prenant une place visible dans le renouvellement du paysage, ces constructions sont avant tout l'expression des politiques agricoles. Mais elles reflètent encore davantage des exigences extérieures en plaçant l'agriculture et ses acteurs sous contrôle social.

## 5. Constructions agricoles et territoires

Le bâti d'hier, en tant qu'objet identitaire et constitutif des aménités paysagères et le bâti d'aujourd'hui, comme élément de reconquête identitaire pour les agriculteurs, sont-ils des objets patrimoniaux mobilisés dans la construction des projets de territoire ?

### DIVERSIFICATION

**Diversification** → Maison d'habitation, bâtiment d'élevage, hangar, boulangerie ou écurie à l'abandon, il n'est pas rare d'avoir des bâtiments inutilisés sur sa ferme. La mise en place d'une activité d'accueil peut être une solution pour les valoriser.

## Bâtiments inutilisés... et si je développais une activité d'accueil



un bâtiment inutilisé sur la ferme : comment le valoriser ? photo DR



Une formule encore peu développée sur les fermes : l'organisation d'anniversaire ou de fêtes familiales photo DR

*Fig. 3 - Diversifier ses activités agricoles en valorisant de vieux bâtiments inutilisés : une incitation de la profession agricole*

*Dans l'Agriculteur Normand (Groupe de presse Réussir), les détenteurs de bâtiments agricoles inutilisés sont incités à développer une activité de diversification.*

L'image d'une campagne recherchée pour ses aménités paysagères, la qualité de ses productions et de ses relations sociales fait le bonheur des magazines. Au sein du public, elle conduit au « désir de campagne » (Urbain, 2002). Chemin faisant, elle participe de la construction territoriale selon laquelle l'acquisition d'un bien patrimonial et l'inscription territoriale vont de pair (Gravari-Barbas et Guichard-Anguis, 2003). Elles s'appuient aussi sur la possibilité d'amorcer un nouveau départ censé être plus aisé qu'à la ville et favorisé par des ruraux aujourd'hui ouverts à des initiatives sociales et économiques capables de dynamiser la vie villageoise.

Dans la diversification fonctionnelle des campagnes, l'essor de fonctions déjà anciennes (résidentielle et récréative) côtoient de nouvelles comme celle de « nature ». Au regard de cette dernière, la réhabilitation des constructions agricoles héritées répond au maintien des aménités et au cadre de vie tout en évitant la consommation d'espace. Or, veut-on réhabiliter l'ancien ou construire du neuf que l'on rencontre l'argumentation écologique : l'encouragement fiscal pour l'utilisation de matériaux « durables » et de techniques non consommatrices d'énergies fossiles n'y est pas étranger. Le plus souvent, des initiatives de ce type relèvent de politiques de développement qui prennent corps dans de nouveaux espaces d'action. La recomposition des territoires et la révision des découpages administratifs président à la territorialisation des politiques publiques. Les intercommunalités, les politiques de « pays » associant villes et campagnes dans une démarche de projet valorisent les constructions agricoles dans leurs chartes paysagères. Investis de missions de protection et de valorisation des patrimoines, les parcs naturels régionaux soutiennent la restauration du bâti agricole traditionnel, incitent à l'intégration paysagère du bâti récent et promeuvent même la création architecturale. Tous ces processus mettent en jeu des réseaux syndicaux, professionnels et associatifs qui renvoient à des stratégies prises à l'échelle nationale et à des actions localisées à forte dimension territoriale comme la reconquête paysagère.

L'exemple du patrimoine bâti rural apparaît comme un enjeu économique et politique singulier au regard d'un développement touristique qui s'appuie sur l'attractivité des espaces ruraux. Cependant la mise en patrimoine qui procède d'une opération intellectuelle et sociale implique des choix donc des oublis (Lazzarotti, 2003). N'est-ce pas le cas de la plupart des bâtiments agricoles traditionnels en dehors de ceux que le Ministère de la Culture a identifié comme remarquables et du « petit patrimoine rural » des communes propriétaires ? Au-delà de cette « sélection » d'objets patrimoniaux, les processus en cours ne concernent pas tous les espaces ruraux. Selon la proximité de grands bassins de population, des phénomènes de mode attisés par les médias et surtout la vitalité des activités agricoles et rurales, la fièvre patrimoniale touche inégalement l'espace. Ainsi, un espace hier rejeté – les zones de faible densité – peut devenir un espace convoité. Dans ce cas, on assiste à une « requalification » des héritages : ceux de la nature comme ceux de l'histoire rurale. La dynamique de construction à laquelle nous assistons depuis plus d'une décennie s'inscrit dans des paysages agraires considérés de plus en plus comme des objets patrimoniaux. Dans ce processus de « monumentalisation » des espaces, le risque de figer les paysages et par conséquent, de réduire les marges d'évolution des espaces de production, semble inévitable. Les conflits à propos de l'implantation d'un nouveau bâtiment hors sol, les pétitions s'opposant à la création d'une stabulation « trop proche » d'un lotissement, les revendications incitant un agriculteur à enlever des « ver-rues » paysagères abondent dans la presse. Que deviennent, dans cette perspective, les demandes des agriculteurs en matière de construction agricole ? Plus largement, là où la concurrence pour l'espace est aiguë, comment les besoins des agriculteurs sont-ils satisfaits ? Comment les politiques d'aménagement, les documents d'urbanisme prennent-ils en compte cette réalité alors que la consommation d'espace est érigée en cause nationale ?

Au moment où se multiplient les incitations à l'intégration paysagère du bâti agricole, une



**Photo 1** - Curcy-sur-Orne (Calvados), cliché : P. Madeline, 2012



**Photo 2** - Amfreville (Calvados), cliché : P. Madeline, 2012

**Assurer une succession en agriculture : c'est aussi assurer le logement du nouvel installé**

Lors d'une succession familiale (commune de Curcy-sur-Orne aux portes de la Suisse Normande) ou dans le cadre d'un fermage des terres (commune d'Amfreville, au Nord de Caen, à proximité de Ouistreham), les deux successions ont été facilitées par le changement de destination d'anciens bâtiments.

Dans le premier cas, les bâtiments pour les animaux et le stockage du fourrage, bien distincts du siège d'exploitation des parents (au second plan), ont fait l'objet d'un réaménagement complet avec le percement des ouvertures exposées à l'Est et à l'opposé de la route principale. À Amfreville où les prix des biens à la location ont contraint le fermier à loger dans un mobil-home pendant une longue période, le propriétaire a fait transformer des bâtiments de stockage en maison d'habitation pour son fermier. Dans cette ferme à cour fermée située dans un bourg, le changement de destination du bâtiment pour le locataire (à droite) s'est accompagné de modifications majeures : création de portes et de fenêtres (en PVC blanc), de fenêtres de toits, percement d'une cheminée et aménagement d'une cour. L'ensemble tourne le dos à l'organisation initiale de la ferme à cour fermée. Dans cette nouvelle configuration, l'intimité de chacun est respectée : bailleur et locataire ont leur propre entrée et leur propre cour.



**Photo 3** - Louvigny (Le Mesnil), cliché : P. Madeline, 2012



**Photo 4** - Longvillers (Calvados), cliché : P. Madeline, 2012

**La réhabilitation des corps de ferme dans l'offre de logements**

Aux portes de Caen, dans la commune de Louvigny et le long de l'autoroute A 84, dans la commune de Longvillers (près du village-étape de Villers-Bocage), la transformation de deux corps de ferme a conduit à l'offre de 3 logements pour chaque site.



**Photo 5** - Éterville (Calvados), cliché : P. Madeline, 2012



**Photo 6** - Éterville (Calvados), cliché : P. Madeline, 2012

**Logements, services et espace récréatif dans une ancienne ferme près de Caen**

À Éterville, dans l'espace périurbain de Caen, la commune propriétaire d'un corps de ferme de caractère en son centre a mis en œuvre sa transformation : une halte-garderie et un salon de coiffure au rez-de-chaussée et des logements à l'étage. Les bâtiments d'exploitation, reconstruits après-guerre servent d'ateliers municipaux et l'ancienne cours rebaptisée « Place de la ferme » est le théâtre d'animations festives et culturelles.

logique de territorialisation du « faire ensemble » s'instaure (Di Méo, 1995). Ici, l'objectif, *in fine*, est l'acceptation sociale de la construction agricole contemporaine.

Quelles sont les réponses fournies par les agriculteurs ? Comment interprètent-ils la demande sociale relayée par la puissance publique ? Les réponses traduisent-elles une opposition entre les tenants d'une agriculture attachée au modèle dominant et ceux qui s'en détournent, les représentants d'une « agriculture de territoire », multifonctionnelle, valorisant des productions sous le signe de la qualité, offrant des services non marchands rémunérés par la société et ouverts à la vie collective ?

Dans ce cadre, l'instrumentalisation politique du patrimoine qui consiste à en faire « un moyen de lutte contre la banalisation du paysage contemporain, un moyen de création de repères, de marquage de territoires et par ce biais, un moyen de fixation de populations » prend tout son sens (Gravari-Barbas et Guichard-Anguis, 2003). Devant l'absence d'audace architecturale qui caractérise la majorité des constructions actuelles (Choay, 1992), une architecture agricole peut-elle offrir les bases d'un nouveau contrat entre l'agriculture et la société ?

## Bibliographie

BERGER M., GILLETTE C. et ROBIC, M.-C., 1996-1997. L'étude des espaces ruraux en France à travers trois quarts de siècle de recherche géographique. L'exemple des thèses de doctorat d'État, *Strates*, n° 9, pp. 133-164 (première parution en 1975 dans *Réflexions sur l'espace rural français, approches, définitions, aménagement*, Université de Paris I-ENS Fontenay-aux-Roses, septembre 1975, pp. 3-51).

BODIGUEL M., 1975. *Les paysans face au progrès*, Paris, Presses de la Fondation des Sciences Politiques, 178 p.

CALMES R., DELAMARRE A., DURAND-DASTES F., GRAS J., et PEYON J.-P., 1978. *L'Espace rural français*, Paris, Masson, 171 p.

CHOAY F., 1992. *L'Allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 272 p.

## Conclusion

Il y a maintenant près de deux décennies, B. Kayser nous incitait à développer « une géographie de l'habitat des campagnes » en n'écartant aucun élément du bâti (Kayser, 1990). Cet appel n'a guère reçu d'écho. Les travaux sur l'exploitation agricole n'ont pas analysé la construction dans les étapes de la modernisation pas plus que ses enjeux dans la construction des paysages contemporains. Sauf exception, les typologies des espaces ruraux qui combinent l'occupation de l'espace et les critères démographiques et sociaux n'ont pas tenu compte du bâti. Quelles que soient les typologies proposées, toutes intègrent les flux de populations qui les affectent sans s'interroger sur le rôle du bâti qui les suscite ni sur l'impact de ces apports sur les constructions en place. Que les campagnes soient dites « agricoles », « diversifiées », « périurbaines », « fragiles », « vivantes » – pour reprendre les déclinaisons successives qu'elles occupent aux yeux des géographes –, le bâti qui s'y attache occupe une place irremplaçable dans les rapports complexes que les hommes entretiennent avec leur espace. Si les recherches concernant les modes d'habiter semblent très attractives, elles n'épuisent pas les questions qui naissent à d'autres échelles d'analyse.

DI MÉO G., 1995. Patrimoine et territoire : une parenté conceptuelle. In *Espaces et Sociétés, Méthodes et enjeux spatiaux*, n° 78, pp.15-34.

DODIER R., 2007. Quelle articulation entre identité campagnarde et identité urbaine dans les ménages « périurbains » ? *Noréis*, n° 202, 1, pp. 35-46.

FRÉMONT A., 1976. *La région, espace vécu*, Paris, Presses Universitaires de France, 223 p.

GRAVARI-BARBAS M., GUICHARD-ANGUI S. (dir.), 2003. *Regards croisés sur le patrimoine dans le monde à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Presses Universitaires de Paris-Sorbonne, 956 p.

JEAN Y., 2000. Identité rurale et nouvelles populations. In SOUMAGNE J. (coord.), *Les nouveaux espaces ruraux de l'Europe Atlantique*, MSHS, Université de Poitiers, ITEEM, ICOTEM, Poitiers, pp. 254-270.



KAYSER B., 1990. *La Renaissance rurale, sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, A. Colin, 316 p.

LAZZAROTTI O., 2003. Patrimoine. In *Dictionnaire de la Géographie et de l'espace des sociétés*, LÉVY J. et LUSSAULT M. (dir.), Paris, Belin, pp. 692-693.

LÉVY J. et LUSSAULT M. (dir.), 2003. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 1034 p.

MADELINE P., 1996. *Aides communautaires et développement régional en Basse-Normandie, Galice, Irlande*. Thèse de doctorat en géographie, dir. CALMÈS R., Université de Caen, 2 vol. 549 p.

MADELINE P., 2007. *Constructions agricoles d'hier et d'aujourd'hui. Essai de géographie sociale*, HDR, Université de Nantes, 358 p.

MARIE M., 2009. *Des pratiques des agriculteurs à la production de paysage de bocage. Étude comparée des dynamiques et des logiques d'organisation spatiale des systèmes agricoles laitiers en Europe (Basse-Normandie,*

*Galice, Sud de l'Angleterre)*, Thèse sous la direction de DELAHAYE D. et MADELINE P., Université de Caen, 513 p.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, 2004. Les élevages bovins se rapprochent des normes, *Agreste, La statistique agricole*, Primeur n° 142, juin, 4 p.

PITIÉ J., 1969. Pour une géographie de l'inconfort des maisons rurales, *Norois*, n° 63, pp. 461-490.

QUESNE L., VESCHAMBRE V., 1998. Patrimoine, Environnement, Paysage, *Travaux et Documents de l'UMR 6590 ESO*, Nantes, n° 8, pp. 93-108.

RAUTENBERG M., MICOUD A., BÉRARD L., MARCHENAY P., 2000. *Campagnes de tous nos désirs*, Mission du Patrimoine ethnologique, Collection Ethnologie de la France, Cahier 16, ed. de la Maison des Sciences de l'homme, Paris, 191 p.

URBAIN J.-D., 2002. *Paradis vert. Désirs de campagne et passions résidentielles*, Paris, Payot, 392 p.